

LE PEN Jean-Marie (I). Il aura fallu attendre 2002, avec la sortie du livre d'Eric Zemmour, *L'Homme qui ne s'aimait pas* (Balland), pour apprendre que Jacques Chirac avait secrètement rencontré, au moins à deux reprises, Jean-Marie Le Pen entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1988. L'Élysée devait démentir toutes relations, assurant que c'était « fortuitement » que Jacques Chirac avait croisé Jean-Marie Le Pen, en profitant pour lui faire « clairement part de ses positions à l'égard du Front national et de ses thèses », ajoutant que « Jacques Chirac dément toutes relations avec le président du FN. Jacques Chirac n'a jamais transigé avec les convictions et valeurs qui sont les siennes. Il a constamment, en toutes circonstances et depuis toujours, condamné et combattu avec force les thèses du FN et toutes les formes d'extrémisme ». Le Pen devait répliquer, en traitant le président de « menteur », assurant qu'il l'avait rencontré « plusieurs fois », notamment chez le général de Bénouville. Les détails que Le Pen devait fournir plaident évidemment en sa faveur, d'autant que Charles Pasqua (*Le Monde*, 23 janvier 2002), qui avait joué les intermédiaires, devait totalement confirmer les propos de Le Pen. « Chirac était demandeur et souhaitait que je puisse lui apporter le soutien des voix que j'avais obtenues, mais sans prendre aucun engagement à l'égard de mes électeurs. Il pensait que ça pouvait lui servir. » Dans l'ouvrage précité, Le Pen cite même Chirac : « Aidez-moi, mais surtout ne vous prononcez pas en ma faveur » (voir aussi *Chirac a croqué la pomme*, par Jean-Marie Le Pen, et *Le Pen versus Chirac, flagrant délit de mensonge*, *National-Hebdo*, 24 janvier 2002, *M. Chirac aurait demandé son « aide » à M. Le Pen pour la présidentielle de 1988*, *Le Monde*, 18 janvier 2002, *Le Pen : Mes deux rencontres secrètes avec Jacques Chirac*, entretien avec Georges-Marc Benamou, *Nice-Matin*, 25 février 2002). Le président du Front national depuis sa création en 1972 et président du Groupe des droites européennes à partir de 1984, qui était conseiller régional d'Ile-de-France jusqu'en 1986, s'implanta alors dans la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, dont il fut conseiller régional de 1992 à 2000, année où il perdit son mandat dans le cadre des condamnations de l'affaire de Mantes-la-Jolie. Député européen depuis 1984, il fut réélu en 1989, en juin 1994 et 1999, ayant conduit à chaque fois la liste nationaliste. Après un passage à vide de 1992 à 1994, les adhésions repartent alors à la hausse. Plusieurs centaines de cadres, qui vont former une « génération Le Pen » sont formés au sein d'un institut de formation particulièrement performant. Lors des élections législatives de 1993, qui voient une très forte poussée de la droite, le FN obtient 12,42 % et 12,7 % en métropole, soit 2,4 points de mieux qu'en 1988. IX^e congrès du FN au Port-Marly du 4 au 6 février 1994. « Nous sommes la seule espérance des exclus. C'est leur rassemblement qui va créer les conditions du redressement que nous nous proposons de piloter. » Jean-Marie Le Pen évoque une grave crise, une explosion sociale inéluctable, puisque produite par « la conjonction des torrents maléfiques, la montée du chômage, l'immigration, la fiscalité, la drogue, le sida ». A cette occasion, *Mégret renforce son emprise* titre *Libération* (7 février 1994), ses proches au comité central passant d'une quarantaine à une cinquantaine, le congrès étant le théâtre de luttes des appareils, avec, à l'arrière plan, la succession, mille fois évoquée, de Jean-Marie Le Pen. Celui-ci dénonce les « manœuvres classiques » et « les listes d'exclusion [...] visant à faire battre un camarade baptisé d'adversaire. On voit s'instaurer à travers les médias une guerre de succession savamment organisée à travers des imprudences ou des maladroites. Il n'y a pas de guerre de succession car la succession n'est pas ouverte ». Le 14 février 1994, Pierre Ceyrac, député européen « mooniste », conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais et généreux bailleur de fonds du FN dans les années 80, quitte le FN, faute semble-t-il de figurer en place rééligible aux élections européennes de juin suivant. En juin 1994, la liste du Front national, emmenée, dans l'ordre, par Jean-Marie Le Pen, Bruno Mégret, Bruno Gollnisch, Jean-Claude Martinez et Carl Lang, obtient 10,52 % (contre 11,8 % en 1989, mais elle est concurrencée par les listes de Philippe de Villiers et de Bernard Tapie). A Neuvy-sur-Barangeon (Cher), lors de l'université d'été du FNJ, Jean-Marie Le Pen développe la thèse du « populisme pour sauver la France », chère à son gendre. Pour Jean-Marie Le Pen, « il y a au moins dans la démarche de Bernard Tapie une tentative d'évoquer le problème du chômage, mais la proposition de loi aurait eu une certaine cohérence si elle avait visé avant tout l'emploi des jeunes Français » (*Libération*, 18 juillet 1994). Sur cette convergence populiste, on consultera *Tapie-Le Pen, les jumeaux du populisme* de Thierry Saussez. Le 1^{er} septembre 1994, Jacques Peyrat démissionne du Front national pour se faire élire maire de Nice, faut d'avoir obtenu du bureau politique l'autorisation de conduire une politique d'ouverture aux autres partis de la droite modérée. Candidat à l'élection présidentielle de 1995, Jean-Marie Le Pen eut quelques difficultés à réunir les 500 signatures d'élus nécessaires. A la différence de 1988, il devait conduire une campagne toute en rondeur au gré des émissions de radio et de télévision – CSA oblige – qui durent l'accueillir malgré une hostilité non seulement manifeste mais hautement revendiquée par les journalistes eux-mêmes. A deux reprises au moins, il devait largement devancer ses adversaires en matière d'audimat. La campagne fut donc plus largement axée sur les prestations télévisuelles plus que sur les réunions publiques, toujours sujettes à des actions hostiles (notamment le réseau trotskiste Ras l'front) ou des déclarations pouvant prêter à équivoque lorsqu'elles étaient retransmises, même si une caravane, dirigée par son gendre, Samuel Maréchal, sillonna la France. *Jean-Marie Le Pen, le cathodique* (*Le Monde*, 14 avril 1995) indique : « Le président du FN bat des records d'audience à la télévision. Il en profite pour construire une image respectable et se poser en victime. L'immigration, l'insécurité, le chômage et la dénatalité sont toujours ses thèmes favoris. » Il réunit 3,5 millions de Français le 1^{er} mars sur *France 3*, 4,2 millions le 13

mars, 6,8 millions sur *TF1* le 26 février, et 10,7 millions pour *Face à la une* le 23 mars. Il y eut peu de changements thématiques par rapport à 1988 (immigration, insécurité, chômage, dénatalité, dilution de la France dans l'Europe, etc.), l'instauration de la VI^e République, à l'époque un thème marginal, passant toutefois au premier plan. Les sympathies frontistes vont plus à Edouard Balladur qu'à Jacques Chirac. Divers politologues assurent que la réintroduction du scrutin proportionnel serait la monnaie d'échange entre frontistes et balladuriens (*Les Lepénistes sous-entendent qu'il y a un deal*, *Info-Matin*, 23 janvier 1995), ce qui vaudra au Premier ministre d'être vilipendé pour ses « faiblesses » vis-à-vis de la droite nationale. Eric Raoult assurera : « Je suis stupéfait de cette déclaration car j'ai l'impression que M. Le Pen vote Balladur. C'est tout de même très nouveau dans la campagne. » Pierre Lellouche entend « demander des explications » au Premier ministre, avant d'ajouter que les « gaullistes derrière Jacques Chirac ont toujours refusé de vendre leur âme en échange des voix de nostalgiques de Vichy ». Il est de fait qu'Edouard Balladur ne pouvait que rencontrer des soutiens au sein d'un parti lorsqu'il explique, dans son *Dictionnaire de la réforme*, qu'il faut « réserver aux seuls nationaux des prestations relevant d'une politique démographique ». Son dispositif de campagne s'organise autour de Bruno Mégret (directeur de campagne), Carl Lang (signature des maires), Jean-Yves Le Gallou (argumentaires), Yvan Blot (Etudes), Serge Martinez (meetings), Michel de Rostolan (comité de soutien), Martine Lehideux (réunions), Jean-Pierre Reveau (trésorier), Franck Timmermans (militants), Jacques Olivier (propagande), Sophie Brissaud (communication), Alain Vizier (presse). Jean-Marie Le Pen obtient finalement 14,9 % des suffrages (15,3 % en métropole), malgré la présence de la « candidature stérile et parasite » de Philippe de Villiers (à qui il avait demandé de se retirer le 15 avril 1995), et 195 244 voix de plus qu'en 1988. Face à une majorité incapable de mobiliser ses électeurs, le FN consolide ses bastions tandis que l'électorat socialiste se renouvelle. Le 1^{er} mai 1995, au discours de la Fête de Jeanne d'Arc, il déclare : « Pour nous, disons-le clairement, Chirac, c'est Jospin en pire [...] Pour l'un, c'est clair, il est de gauche et s'en réclame. S'il échoue, et il échouera, l'échec sera imputé à la gauche. Pour l'autre, c'est le trouble, il fera une politique de gauche sous un masque de droite. S'il échoue, et il échouera, l'échec sera imputé à la droite. » L'électorat du Front national s'étant fortement gauchisé (Pascal Perrineau parle de « gauchio- lepénisme »), plongeant aussi bien dans le vivier communiste que socialiste (voir *La Dynamique du vote Le Pen, le poids du gauchio-lepénisme* de Pascal Perrineau, dans *Le Vote de crise*, Presses des sciences politiques, 1996), plusieurs responsables du FN, notamment Samuel Maréchal, entendirent développer les thèmes populistes, notamment « ni gauche ni droite », s'opposant ainsi au délégué général, Bruno Mégret, partisan depuis l'origine d'entente, sous quelque forme que ce soit (alliance, désistement réciproque, acceptation des voix des conseillers régionaux, etc.), avec la droite parlementaire RPR-UDF. Le FN ratisse également dans la jeunesse : le vote des 18-25 ans passe de 8 % pour Le Pen en 1988 à 18 % en 1995. Un tiers des électeurs du FN ont moins de 35 ans. 26 % des jeunes chômeurs et 24 % des jeunes n'ayant pas le baccalauréat votent pour le FN (voir par exemple *Le Pen, la stratégie de la fourmi*, *Le Nouvel économiste*, 24 novembre 1995). Le FN devient le premier parti ouvrier de France, obtenant plus de 30 % des suffrages de ce groupe socioprofessionnel (contre 21 % pour Jospin et 19 % pour Chirac). En 1984, lors de ses premiers succès électoraux, le FN n'obtenait que 8 % des votes de la classe ouvrière, 18 % aux législatives de 1993 (voir *1995, année faste pour le Front national*, Jérôme Jaffré, *Le Monde*, 17 juin 1995). A une semaine des élections municipales, le nouveau Premier ministre Alain Juppé explique que « le vote en faveur du FN est un vote inutile » : « Les élections présidentielles ont démontré que le FN n'était pas en situation d'arbitrer la vie politique française. Il en ira de même pour les municipales car les Français savent que le FN est dans l'incapacité de résoudre leurs difficultés. Donc, le vote en faveur du FN est un vote inutile [...] Ni le RPR ni nos amis de l'UDF ne passeront d'accord avec une formation politique qui développe des idées en totale contradiction avec les raisons de notre engagement politique. » Aux élections municipales de juin 1995, le Front national présente 25 000 candidats (contre 15 000 en 1989) et la flamme figure dans 477 communes de plus de 5 000 habitants et dans 193 de plus de 30 000 habitants (sur 226). Le FN obtient 11,57 % au premier tour dans les villes de plus de 30 000 habitants et peut se maintenir dans 119 d'entre elles. Alors qu'il disposait d'environ 1 100 conseillers municipaux, il fait plus qu'en doubler le nombre, dépassant les 2 500. Lors de cette étape décisive, le FN emporte Orange (Jacques Bompard), Toulon (Jean-Marie Le Chevallier), Marignane (Daniel Simonpieri) et, un an plus tard, Vitrolles. En septembre 1995, aux élections sénatoriales, ses candidats obtiennent 1 890 suffrages pour seulement 685 grands électeurs officiellement estampillés FN. Plus de mille élus locaux, notamment en Alsace et dans le Var, ont préféré voter FN plutôt que pour les partis de la droite « classique ». A l'automne 1995, le FN tente de démultiplier son influence par le biais de structures relais, qu'il s'agisse d'association de locataires dans les HLM, de syndicats professionnels ou de conseillers prud'homaux (collèges salariés et employeurs). Les bâtons mis dans les roues de chacune de ces courroies de transmission, sans doute liées de manière trop évidente à un parti politique, tant par les syndicats concurrents que les gouvernements successifs, empêcheront tout réel développement. On relèvera toutefois le succès par exemple du Front national de la police qui obtint 7,53 % pour sa première tentative en décembre 1995 (la droite nationale obtient en fait plus de 13 % des suffrages des policiers, si on y ajoute la FPIP, qui totalise 5,86 %, et même plus de 20 % puisqu'un autre nouveau syndicat, Catégoriel police, qui obtient 8,89 %, est dirigé par Olivier Kuberski, conseiller municipal FN

de l'Essonne). Le 11 novembre 1995, Jean- Marie Le Pen déclare à Carpentras : « J'avoue encore aujourd'hui ne pas comprendre pourquoi le jeu de mots Durafour crématoire (2 septembre 1988) serait antisémite. J'ai dit que les chambres à gaz étaient un détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale (13 septembre 1987). Je dénie que cette affirmation ait quelque caractère antisémite. » Il aborde également la question de la responsabilité de la France dans la déportation des Juifs, reconnue par Jacques Chirac juste après son élection : « Lui qui n'a pas hésité, comme prix à payer auprès de la communauté pour son élection à la présidence, à abaisser la France en la déclarant coupable et criminelle à la face de l'histoire. » Au début de décembre 1995, lors d'un conseil national, afin d'affaiblir Bruno Mégret, il remplace Carl Lang, démissionnaire, par Bruno Gollnisch au secrétariat général. Deux secrétaires nationaux sont nommés : Franck Timmermans pour les fédérations, Samuel Maréchal pour la jeunesse. Deux délégués nationaux épaulent Mégret : Philippe Olivier aux actions catégorielles et Damien Bariller à la formation des cadres, candidats et militants. Durant l'année 1996, Jean- Marie Le Pen, qui a demandé au vice-président Dominique Chaboche de s'occuper des relations internationales, tentera de fédérer les nationalismes européens, multipliant les liaisons et réseaux, notamment en Europe de l'Est. Après les Republikaners allemands de Franz Schönhuber, il se rapprochera de la DVU (Union du peuple allemand) du Dr Gerhard Frey, du Vlaams Blok, du Front national belge (séparé en branches rivales), du leader nationaliste russe du Parti libéral-démocrate Vladimir Jirinovski (Le Pen assiste à son mariage en février 1996) et de nombreux partis d'Europe centrale, notamment dans les pays issus de l'ex-Yougoslavie (voir *Les Extrémismes de l'Europe à l'Oural*, coordonné par Jean-Yves Camus, Editions de l'Aube, 1996, ainsi que le rapport annuel du CERA). Il apporte également son soutien à l'Etat irakien via l'association humanitaire de son épouse, SOS-Enfants d'Irak. Cette association a pour membres fondateurs Jeanine (dite Janny) Le Pen, Marie Lussan, Martine Lehideux, Jean-Michel Dubois, Georges Paschos, Sid Ahmed Yahiaoui, Jean Patrick Richard, Françoise Monestier, Jean-Pierre Schenardi, Jean-Claude Rollinat, Roger Holeindre, Philippe Fouché-Saillenfest, Jean-Pierre Lussan, Bernard Antony, Jean-Claude Martinez, Rachidi Lofti. Janny Le Pen, née le 17 juin 1932 à Nice (Alpes-Maritimes), anime également, à partir de 1994, le Cercle des amitiés protestantes, lancé avec Samuel Maréchal, gendre de Jean-Marie Le Pen et fils d'un pasteur pentecôtiste, et le pasteur Jean-Pierre Blanchard, en charge en parallèle de l'Entraide nationale. La même année, le Front national lancera une vaste campagne, notamment de droits de réponse dans les médias, afin de ne plus être qualifié systématiquement « d'extrême droite » (*Quand le FN devient extrêmement pointilleux sur son étiquette*, *Libération*, 11 juin 1996). En février 1996, le FN lance également un Comité de soutien à l'Armée et aux industries de défense, qui inquiètera vivement le ministère de la Défense, ayant rencontré un vif succès auprès de l'encadrement. Le 1^{er} mai 1996, année associée au souvenir du baptême de Clovis, Jean-Marie Le Pen dénonce « le complot du mondialisme » : « Ce n'est plus le travail qui opprime, c'est le chômage. Paradoxalement, ce sont les mêmes intérêts égoïstes, ceux du capitalisme anonyme et vagabond, ceux des transferts financiers massifs de la spéculation, ceux des grandes multinationales qui, dans le but d'accumuler un profit illimité et donc illicite, ont mis en place et imposé dans les esprits comme solution inéluctable les éléments d'un véritable complot : le mondialisme [...] Cette conception mercantile, inhumaine, antidémocratique et antinationale doit être combattue sans esprit de recul ou de concession par tous les travailleurs et tous les citoyens car elle est l'instrument de leur ruine et de leur servitude. Ce complot vise à détruire les nations. » Le président du FN revient alors sur l'immigration, « première cause » des malheurs de la France, qui est l'un des instruments, peut-être l'instrument majeur, destiné à détruire les identités nationales au profit du mondialisme cosmopolite : « Le sort fait au rapport (parlementaire sur l'immigration) par le gouvernement et le lobby de l'immigration montre à quel niveau d'abaissement est arrivé le personnel parlementaire français [...] L'immigration est le phénomène principal, essentiel, incontournable, angoissant de la fin du XX^e siècle [...] Cette marée (de douze millions d'immigrés arrivés ou nés en France en trente ans) va nous submerger après nous avoir ruinés (elle) nous impose ses coutumes, ses mœurs, sa religion [...] finit par voler l'âme de la France. » Le 23 juin 1996, Jean-Marie Le Pen, à propos de la coupe européenne de football, déclare : « La plupart des joueurs français ne savent ou ne veulent jamais chanter *La Marseillaise*... Je n'ai jamais cru que ces onze messieurs représentaient la France. » Le 13 juillet, à Neuvy-sur- Barangeon, il appelle à la VI^e République, estimant que « la V^e République est une vache folle qui aurait contracté le sida. Le régime n'est plus capable d'apporter que des soins palliatifs ». Le 30 août, à l'université d'été de La Grande- Motte, il est attaqué pour avoir déclaré qu'« on a été jusqu'à parler de l'absurde égalité des races, et, si maintenant en plus il y a l'égalité des civilisations, je ne sais pas jusqu'où nous descendrons ». Interrogé sur *Europe 1*, le 9 septembre, il confirme : « Je n'ai fait qu'exprimer ce que pense tout le monde. Aux Jeux olympiques, il y a une évidente inégalité entre la race noire et la race blanche. C'est un fait. Je constate que les races sont inégales, c'est une banalité. » Vilipendé, il brocarde les censeurs le 15 septembre sur *France 3* : « Toutes les races sont égales, mais certaines sont plus égales que d'autres. » Tous ces propos ayant provoqué une levée de boucliers des ligues de vertu et des associations pro- immigration, le Garde des sceaux Jacques Toubon indique que la Chancellerie ne peut malheureusement engager de poursuites à son encontre (car elles ne seraient pas « juridiquement fondées ») et propose une nouvelle loi sur le racisme et la xénophobie (voir *Le Pen : autopsie d'une provocation*, *Le Point*, 21 septembre 1996). Le 17 septembre, il signe un article remarqué dans *Le Figaro* sur *La Police de la pensée*,

dénonçant la *lex lepenia* que voulait faire voter Jacques Toubon après s'être opposé en son temps à la *lex faurissonia*. Début mars 1997, dans *Le Roman d'un président* (Plon) de Nicolas Domenach et Maurice Szafran, Jean-Marie Le Pen est censé avoir affirmé que Jacques Chirac est « tenu » par les organisations juives. *Le Monde* (2 mars) titre *Le Président du Front national affiche son antisémitisme devant deux journalistes*. Ce qui provoque un énorme scandale, mais la conversation ayant été enregistrée démontre que les deux journalistes ont menti et ont réinterprété à leur manière les véritables propos. Le tribunal se contente d'estimer que le texte est « conforme à l'esprit » de l'entretien et que « ce n'est pas un scoop, ce sont des propos déjà tenus, même si c'était sous une autre forme, par M. le Pen. » A Pâques 1997, du 29 au 31 mars, X^e congrès du Front national à Strasbourg, où plusieurs dizaines de milliers de manifestants hostiles défilent. Quarante-huit heures auparavant, Jean-Marie Le Pen accorde un long entretien au *Figaro* où il se prononce pour « un libéralisme national ». Lors de ce congrès, les mégrétistes continuent à renforcer leur influence : Bruno Mégret arrive largement en tête (près de 400 voix) devant Bruno Gollnisch et le second est son bras droit, Jean-Yves Le Gallou. Lors des élections législatives anticipées de mai et juin 1997, que Jean-Marie Le Pen avait prévues depuis au moins deux ans (mais ce dernier, à la surprise générale, ne se présente pas, ses chances d'être élu étant faibles dans les Alpes-Maritimes), la moyenne des candidats FN passe à 15,09 %, soit 2,7 points de mieux qu'en 1993 (soit 3,77 millions de voix, représentant 6,27 millions d'euros de dotation publique annuelle). Il n'y a plus qu'un quart des départements où il plafonne en dessous de 10 %, contre un tiers en 1993. « C'est un très bon score qui confirme l'enracinement graduel du parti lepéniste dans le paysage politique français (*Le Monde*, 29 mai 1997). » Surtout Le Pen refait son retard chez les femmes : il était de 6 points en dessous du niveau moyen en 1995, il n'est plus que de 2 points en 1997. « Les valeurs du catholicisme font manifestement barrage au Front national (même source). » Le 13 mai, sur *France 2*, dans la lignée de son « Chirac, c'est Jospin en pire » de 1995, il indique que Jospin est « moins hystériquement "européiste" que Chirac et Alain Juppé ». Le 15 mai, il demande aux électeurs de contrer le projet chiraco-juppéiste de « dissoudre la France dans l'Europe de Maastricht ». Déjà le 1^{er} mai, il avait pris pour cible principale Jacques Chirac, voyant avec quelque justesse l'élection comme un « plébiscite » suscité par le chef de l'Etat. Pour lui, Chirac a été « l'artisan d'une politique antinationale, antisociale et antifamiliale ». Il dénonce le « capitalisme anonyme et vagabond », « Big Brother », « les lobbies », « une minorité anonyme et conquérante », « les sectes maçonniques », « le B'naï B'rith », qui participent tous au « complot (visant à) détruire les nations [...] par la promotion de structures supranationales ». Il est alors critiqué, y compris par Bruno Gollnisch et Bruno Mégret (qui déclare le 19 mai, « pas question de faire voter à gauche »), comme souhaitant la victoire de la gauche (*Au FN, le chef rappelé à l'ordre, Libération*, 20 mai 1997). En réalité, le score démontre l'exaspération de l'électorat. Le FN confirme son attitude à renforcer son implantation quelles que soient les circonstances extérieures (retour de la gauche ou de la droite). Il est en mesure de se maintenir dans 134 circonscriptions contre 101 en 1993, avec 77 triangulaires, 56 duels et une quadrangulaire (14^e circonscription du Pas-de-Calais). Venu le 30 mai 1997 soutenir sa fille Marie-Caroline Le Pen, candidate arrivée en tête au premier tour des élections législatives à Mantes-la-Jolie (8^e circonscription des Yvelines), Jean-Marie Le Pen se retrouve bloqué dans une manifestation de gauche et d'extrême gauche. Exfiltré de sa voiture, il tente, protégé par ses gardes du corps et plusieurs officiers de police du ministère de l'Intérieur (ce sont eux qui sortent les matraques visibles sur les photos), de retrouver le groupe frontiste qui l'attend un peu plus loin. Il est alors accroché par le bras par la candidate socialiste, revêtue d'une écharpe municipale en dehors de sa commune, Annette Peulvast-Bergeal. Se retournant vers elle, il lui parle pendant environ dix secondes : « On en a marre de vos agressions, on en a marre de vos injures, on est fatigué. ». Affirmant avoir été griffée et avoir reçu des coups aux jambes et aux côtés, elle bénéficiera d'une ITT de trois jours (en réalité, elle vaque à ses occupations et continue sa campagne électorale, ouvrant même un bureau de vote le 1^{er} juin, étant élue au soir du 1^{er} juin avec 40,29 %. Marie-Caroline Le Pen recule, passant de 28,48 % au premier tour à 24,09 % au second tour. Le RPR Pierre Bédier obtient 26,38 %) mais confirmera à l'audience que le président du FN n'a pas porté les coups mentionnés dans le certificat médical (voir *La Vérité sur « l'affaire Le Pen », Français d'abord !*, 1^{re} quinzaine d'octobre 1998, *Les Conclusions écrites de Georges-Paul Wagner, Présent*, 3 et 5 mars 1998, *L'Incroyable procès de Versailles, National-Hebdo*, 26 février 1998). Lors d'un meeting au Palais des sports à Paris, le 29 mai, Le Pen offre sur un plateau à Marie-France Stirbois le buste de Catherine Trautmann, ce qui lui vaudra une condamnation à 1 F de dommages et intérêts. Il dresse la liste de quelques candidats « proscrits » et de huit candidats « protégés » par son parti (ces derniers ont officiellement répondu à l'appel de soutien proposé par le FN). Dès le 23 mars, le bureau politique du FN avait adopté une motion pour « sanctionner systématiquement les candidats de la majorité » et le 28 mars, Jean-Marie Le Pen avait déclaré : « Jusqu'ici, nous nous étions tenus dans une certaine réserve, inhibés, il faut bien le dire, par l'obligation où nous nous trouvons de choisir entre la gauche et la droite, c'est-à-dire entre la vérole et le sida. Oignez vilain, il vous poindra, poignez vilain, il vous oindra. Allons, désormais, nous allons poindre les vilains. » Aux élections du 25 mai, un cinquième des salariés proches de Force ouvrière votent FN et 10 % de ceux de la CGT (*Espace social européen*, juin 1997). Le Front national n'obtient finalement qu'un seul élu à l'Assemblée nationale, Jean-Marie Le Chevallier, élu à Toulon. Bruno Mégret, contrairement aux prévisions, n'est pas élu à Vitrolles : il obtient

45,89 % contre 49,52 % en 1993. Marie-France Stirbois obtient 43,81 % à Dreux contre 49,86 % en 1993. Quant à Marie-Caroline Le Pen, elle perd 840 voix par rapport au premier tour dans cette élection triangulaire qui voit donc la victoire de la candidate socialiste. Jean-Marie Le Pen réclame la démission de Jacques Chirac et appelle « tous ceux qui ne se sentent pas bien, notamment dans les rangs du RPR et de l'UDF ». Lors d'une conférence de presse le 4 juin, il livre les grandes lignes de la recomposition de la droite : « Le Front national sera le noyau de l'opposition nationale, populaire et sociale », « la seule vraie opposition à la gauche socialo-communiste », la seule « opposition intellectuellement et politiquement structurée ». Il n'entend donc pas que la « décomposition » de la droite « se fasse au bénéfice de la gauche socialo-communiste » et prévient que si le FN n'a pas « la prétention d'incarner toute l'opposition », il entend en être « le noyau et le pilote ». Il souligne que « le Front national n'est pas du tout disposé à servir de harki ni de béquille à une majorité défaillante, désorganisée et démoralisée [...] C'est autour de nous que doivent se faire les regroupements, pas à la tête, mais parmi les cadres, les militants, parmi les électeurs du RPR et de l'UDF. » Il prend le contre-pied de la stratégie de la main tendue aux partis de droite de son délégué général Bruno Mégret. Comme l'avait écrit, dès le 27 mai Eric Zemmour dans *Le Figaro*, « la droite et l'extrême droite sont désormais engagées dans une course à la mort où l'un est convaincu que la disparition de l'autre est la seule condition de sa propre survie ». Le bouleversement des législatives a un effet paradoxal : il démontre que la droite parlementaire ne peut plus quasiment gagner désormais sans lui, disposant dès lors d'un formidable pouvoir de décision (qui se confirmera aux élections régionales de 1998), mais, malgré ses 15 % des voix (contre 12,7 % en 1993), il ne dispose que d'un unique député. Le 26 décembre 1997, Jean-Marie Le Pen est lourdement condamné en référé par le tribunal de Nanterre pour avoir réaffirmé, le 5 décembre, à Munich, que « les chambres à gaz » constituaient un « détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale ». Les magistrats estiment qu'il y a récidive pour une faute déjà sanctionnée. En mars 1998, aux élections régionales, le FN réalise le score record de 15,27 %. Nouveau séisme politique dans les régions où, en raison des oukases parisiens, plusieurs d'entre elles, notamment l'Ile-de-France et la PACA, vont passer sous présidence de gauche alors que la droite unie y est largement majoritaire, les formations de droite parlementaire se voyant interdire, non pas de s'allier avec le FN, mais même d'accepter d'avoir leur président élu avec les voix des conseillers régionaux FN. Quatre régions vont résister : Languedoc-Roussillon, Picardie, Champagne-Ardenne, Rhône-Alpes. Il semble que de sérieuses négociations aient été conduites pour un échange Ile-de-France (pour le RPR-UDF) avec la PACA (pour le FN), mais le problème de la présidence de cette région fait capoter le projet : le nom de Jean-Marie Le Pen est rejeté par les états-majors parisiens, mais accorder la présidence à Bruno Mégret ou Jean-Marie Le Chevallier serait revenu à accroître les dissensions internes au parti. En juin et juillet, coupe du monde de football remportée par la France. L'Elysée et Matignon célèbrent cette France « black-blanc-beur », qui déferle sur les Champs-Élysées. Jean-Marie Le Pen est l'un des très rares à ne pas se joindre à l'euphorie et au délire ambiant. Pour lui, « la Coupe de monde de football est un détail de l'histoire que se mènent les peuples sur les terrains de sport » (11 juillet). Lors du précédent Euro, en juin 1996, il avait jugé « artificiel de faire venir des joueurs de l'étranger et de les baptiser Equipe de France ». Le 2 avril 1998, Le Pen est condamné à trois mois d'emprisonnement avec sursis, 20 000 F d'amende et deux ans d'inéligibilité pour « violences commises en réunion suivies d'incapacité n'excédant pas huit jours ». Cette interdiction, qui ne se déclenche qu'au jugement définitif, risque de l'empêcher d'être soit tête de liste aux élections européennes soit aux élections présidentielles. Son souhait de faire figurer son épouse en tête de liste suscite la protestation du délégué général Bruno Mégret. La controverse, soigneusement entretenue dans les médias grâce à des fuites venues des deux bords, est rendue publique lors de l'université d'été du Front national à Toulon fin août où deux clans s'affrontent clairement et s'opposent tant sur les hommes que la stratégie et la tactique. L'un des journalistes les plus critiques vis-à-vis du FN, Guy Konopnicki, signe alors une analyse prémonitoire dans *L'Événement du jeudi* (3 septembre 1998) : « Le FN est d'abord identifié à Jean-Marie Le Pen, à son style, et il n'est pas certain que la personnalité de Mégret suscite un culte comparable. Du vivant de Le Pen, le sacre du dauphin s'avère difficile : pour garder la main sur son parti, le président du FN ne peut installer lui-même une seconde légitimité. Quand on joue les César, on se méfie de Brutus. Pour gouverner en jouant des rivalités, Le Pen s'emploie à maintenir ses seconds en position de fragilité constante. Tant et si bien qu'il détruit Bruno Mégret tout en le construisant. Cela n'a pas commencé avec l'affaire des européennes. Il suffit que Mégret affiche ouvertement une ambition pour que Le Pen s'y oppose. Cela s'est déjà vu lors des régionales, quand Mégret brigua la présidence de Paca [...] Pour sortir de cette impasse, pour ne pas végéter dans sa position de second couteau derrière un vieux chef qui s'accroche, Mégret peut être tenté par la rupture. Mais c'est d'autant plus difficile que la place de *Canada Dry* de Le Pen est déjà très disputée par Philippe de Villiers et par Charles Million. Au demeurant, la transformation d'une partie du FN en droite radicale « fréquentable » ne produirait pas une bouleversante nouveauté dans le paysage politique. Ce courant a toujours existé, il a été présent dans bien des gouvernements et l'on ne voit pas ce qui distinguerait alors Mégret de ce que furent les Poniatowski, Griotteray et autres Jacques Médecin. Sur ce créneau, Bruno Mégret sera handicapé en permanence par le rappel de son passé au FN. Le Pen n'est pas un homme à tolérer une rupture. Il saura garder l'appareil, ses financements et son sigle, quitte à batailler sur le terrain judiciaire. Un transfuge peut, à la rigueur, réussir localement, comme Jacques Peyrat à Nice. Sur le plan national, il n'a aucune chance, même s'il

parvient à entraîner un maximum de cadres et d'élus. Qu'il dispute, sur le moyen terme, une succession très aléatoire ou qu'il rompe rapidement avec Le Pen, Mégret est loin d'avoir l'avenir radieux que certains oracles lui prédisent. Il lui faudra aborder les prochaines échéances avec Le Pen ou contre lui, mais jamais sans lui, ce qui serait sa seule chance. Sans le FN, Mégret n'est plus grand-chose : il n'intéresse la droite que dans la mesure où il lui apporte des suffrages perdus, ce qui n'est nullement acquis [...] Le succès du FN est indissociable de la stratégie de rupture incarnée par Le Pen. Lui contre tous les autres, lui incarnant les rancœurs, les humeurs, les malaises d'une France populaire. La crédibilité de Mégret dans ce rôle n'est pas évidente. Il n'a que du savoir-faire quand Le Pen a ce qu'il faut bien appeler du talent. Tout n'est pas joué bien sûr. Mais le Front national a prospéré sur des slogans répétitifs et sa transformation en parti de gouvernement s'avère impossible. » Le 20 septembre, Janny Le Pen est pratiquement intronisée comme tête de liste aux élections européennes lors des BBR des 19 et 20 septembre. Après diverses péripéties (retracées en détail dans la biographie de Bruno Mégret figurant dans ce volume), la crise éclate le 5 décembre 1998 lors d'un conseil national où Jean-Marie Le Pen est hué. Entre-temps, élément majeur, le 17 novembre 1998, la Cour d'appel de Versailles a requalifié les faits reprochés à Jean-Marie Le Pen, lors de l'élection de Mantes-la-Jolie en 1997, en « violences sur personne dépositaire de l'autorité publique à l'occasion de l'exercice de ses fonctions » (ce qui en l'occurrence était faux), ce qui lui permet de le condamner à trois mois d'emprisonnement, un an d'inéligibilité et 5 000 F d'amende. Toutefois cette réduction de peine de moitié lui permet de rebondir. Comme l'écrit *Libération* (18 novembre 1998), « un pourvoi en cassation lui (Le Pen) permet d'être tête de liste FN aux européennes et de ruiner la stratégie de son ennemi Mégret [...] Le Pen candidat, Mégret ne pourrait que jouer la carte de l'unité [...] Libre de mener la liste FN aux européennes, Le Pen n'hypothèquerait pas pour autant ses chances de concourir à l'élection présidentielle de 2002. Même s'il confirmait la peine, il suffirait que l'arrêt de la cour de cassation soit rendu avant le printemps 2001 pour que le chef du FN puisse se lancer pour la quatrième fois dans la course à l'Élysée. » Le 11 décembre, Bruno Mégret, qui réclame la tenue d'un congrès extraordinaire (sur la suggestion de Serge Martinez), est suspendu avec quatre de ses proches. A Marignane, fin janvier 1999, congrès extraordinaire du Front national-Mouvement national, qui ne regroupe que les mégrétistes. En mai 1999, la justice accorde à Jean-Marie Le Pen l'exclusivité des signes distinctifs du Front national (sigle, flamme, etc.). En juin 1999, déblocage de l'aide publique de 41 millions de F, qui était gelée depuis décembre 1998 à la demande des mégrétistes. Cette scission voit le départ des deux tiers des secrétaires départementaux, une douzaine de membres du bureau politique (sur 40), l'essentiel des cadres départementaux et nationaux, plus de la moitié des conseillers régionaux. Sur les 40 000 militants revendiqués, plus de la moitié ne renouvelleront pas leur cotisation, soit ayant rejoint les mégrétistes, soit ayant refusé de choisir entre leur chef historique et son second. Privé de fonds (les banques refusent tous les prêts) et affaibli par ses luttes intestines puis externes, le Front national réalise, le 14 juin 1999, un score de seulement 5,69 % (quatre députés européens, contre 11 précédemment : Jean-Marie Le Pen, Charles De Gaulle, Bruno Gollnisch, Carl Lang), toutefois supérieur à celui du MNR (qui espérait beaucoup mieux), soit 3,28 % (le MNR n'est donc pas remboursé de ses frais de campagne). La droite nationale réalise donc dans son ensemble 8,97 %, contre 10,52 % en 1994. Nombre de journaux en profitent pour estimer que la droite nationale est enterrée. *Le Nouvel observateur* (17 juin 1999) titre en une, avec une photo de Le Pen en train de se noyer, *C'est la bonne nouvelle des européennes, Le Pen c'est fini !* A l'intérieur, on parle de « la fin des années Le Pen », du « Front bas » ou encore de la « Saint Barthélemy des fachos » : « Le moment Le Pen, ce long quart d'heure de la haine, vit selon toutes probabilités ses dernières minutes. » Comme l'écrit le politologue Pascal Perrineau (même source) : « La dissidence mégrétiste a largement contribué à décapiter l'appareil, même si une majorité de la base des adhérents semble être restée fidèle à Le Pen. Décapiter l'appareil est une chose, convaincre l'électorat en est une autre : telle est la dure leçon de ces élections pour Bruno Mégret qui n'est parvenu qu'à capter un quart de l'électorat frontiste [...] La victoire de Le Pen est importante pour celui-ci car son challenger, privé de représentation au Parlement de Strasbourg et confronté à de vraies difficultés pour affronter les lendemains matériels et politiques de son petit mouvement, est renvoyé dans la marginalité électorale. » Le 23 novembre 1999, la Cour de cassation confirme le jugement de la Cour d'appel du 17 novembre 1998, le président du FN pourra donc être candidat à l'élection présidentielle de 2002. Le 23 février 2000, Le Pen est déchu de son mandat de conseiller régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, déchéance confirmée par le Conseil d'Etat du 29 mars 2000. En mars 2000, la Cour d'appel de Paris confirme le jugement qui désignait Le Pen comme unique représentant légal du Front national (contre les prétentions mégrétistes). Le 18 mai 2000, le Parlement européen décide d'attendre que Le Pen ait épuisé les voies de recours en France pour constater la perte de son mandat. Entre-temps, XI^e congrès à Paris, les 29 et 30 avril 2000, où Jean-Marie Le Pen est réélu par acclamations. Le 6 octobre 2000, le Conseil d'Etat confirme la déchéance du mandat de député européen de Le Pen. Celui-ci introduit un recours en grâce auprès de Jacques Chirac le 20 octobre. Le 23 octobre 2000, la présidente du Parlement européen prend acte du rejet par le Conseil d'Etat du recours de Le Pen et de la décision du président de l'Assemblée nationale française (qui verse les indemnités des parlementaires européens) de ne plus verser ses indemnités au président du FN et annonce alors sa déchéance de son mandat européen. Il est remplacé par Marie-France Stirbois, mais la Cour européenne de justice, statuant en référé, rétablit le président dans son mandat en prononçant un « sursis à exécution » fin

janvier 2001. Le tribunal a en effet conclu que « toutes les conditions nécessaires pour l'octroi du sursis demandé (par Le Pen) sont réunies », rejetant notamment l'argument de l'UDF Nicole Fontaine qui avait invoqué une « absence de base juridique pour permettre au requérant de retrouver son siège dans l'attente de l'arrêt de fond ». Le 18 août 2001, lors de sa rentrée politique, à La Trinité-sur-Mer, Le Pen déclare que « l'homme de gauche le plus efficace et le plus détestable, ce n'est pas Jospin, c'est Chirac ». A la fête des Bleu-Blanc-Rouge 2001, le 23 septembre, quelques jours après les événements du 11 septembre, il déclare : « Certains [...] réduiront l'analyse à la lutte contre le terrorisme islamique mais là n'est pas l'essentiel. Le risque pour la France est celui de la submersion et de la subversion à partir d'une folle politique d'immigration qui a fait entrer chez nous des millions d'étrangers tandis qu'on poussait à la désintégration de la nation et de la République. » Pour l'élection présidentielle de 2002, encore plus qu'en 1995, Jean-Marie Le Pen éprouve les plus grandes difficultés à obtenir les 500 signatures indispensables, à la fois en raison du départ de la moitié des conseillers régionaux au MNR (en avril 2002, le FN compte 128 conseillers régionaux, le MNR 102 et 45, élus à l'origine FN, ont fait sécession) et en raison d'une campagne orchestrée, assure-t-il, par l'Elysée : « On est sûr d'une origine : c'est Jacques Chirac » (*Le Monde*, 11 mars 2002). Il cite également Claude Goasguen, Dominique Perben et Patrick Devedjian, trois personnalités que l'on retrouvera dans le gouvernement Raffarin. Des consignes ont également été envoyées par le président de l'Association des maires de France, le sénateur RPR Jean-Paul Delevoye (que l'on retrouvera aussi au gouvernement). Ayant obtenu deux fois 4,5 millions de voix aux précédentes présidentielles, Le Pen est obligé de téléphoner personnellement pour tenter de décrocher des signatures aux élus. Cette politique délibérée d'empêchement entraînera les protestations de Philippe Séguin, Noël Mamère, Jean-Pierre Chevènement, etc. (voir *M. Le Pen accuse le RPR de vouloir l'empêcher de se présenter*, *Le Monde*, 15 mars 2002). Conseiller régional MNR et président de l'association Terre et Peuple, Pierre Vial signe en faveur de Jean-Marie Le Pen, en raison du soutien apporté par Bruno Mégret aux Etats-Unis après le 11 septembre et sa complaisance vis-à-vis de Jacques Chirac. Les signatures ayant été obtenues à l'arraché, le président du Front national va conduire une remarquable campagne, tout en rondeurs, se définissant comme un « homme du centre-droit », en rappelant qu'il avait été député CNI en 1958. « J'ai été jeune député du CNI, vous savez ce parti dirigé par un dangereux terroriste qui s'appelait Antoine Pinay. Eh bien, je n'ai pas changé, je suis resté, on peut dire, l'homme du centre-droit que j'étais [...] C'est la politique française, le monde politique qui a glissé à gauche et à l'extrême gauche, alors que je suis toujours sur la lignée des valeurs traditionnelles patriotiques et nationales de la France (21 janvier 2002). » C'est ce que la presse va qualifier de « métamorphose de Le Pen », passant du « provocateur sulfureux » au « leader policé et familial », sous l'influence de sa fille, Marine Le Pen, de son directeur de cabinet, Olivier Martinelli, du président de l'association de financement, Louis Alliot, de Jean-François Touzé, responsable de la cellule « idées-images » et surtout de son attaché de presse, Alain Vizier : « Oubliés les emportements, les provocations, les déclarations tempétueuses et les coups de gueule. Pour sa quatrième campagne [...] Le Pen s'est appliqué à gommer ces aspects sulfureux de son personnage pour donner de lui l'image d'un responsable politique, certes obstiné dans son combat, mais nullement buté. Celle d'un homme public indiscutablement âgé, mais doté, précisément grâce à cette ancienneté, de l'expérience nécessaire à la gestion des affaires du pays. Celle aussi d'un remarié apaisé et d'un grand-père gâteau (*Le Monde*, 12 mai 2002). » Le cliché utilisé pour la profession de foi présidentielle (et l'affiche officielle du second tour), le présentant comme « un homme du peuple, ouvert et rassembleur », a été prise durant l'été 1999 à La Trinité-sur-Mer. Son programme économique est protectionniste, favorable à la préférence nationale, anti-européen. Nombre d'analystes considèrent le FN et Jean-Marie Le Pen comme appartenant désormais au passé, même si les sondages, qui le plaçaient constamment aux alentours de 10 % durant plusieurs mois, ne cessent d'être ascendants. On lira par exemple avec intérêt (et recul) l'article du *Nouvel observateur* du 21 mars 2002, c'est-à-dire un mois avant le premier tour, *Le Pen ou le menhir fissuré* : « Une impression générale de lassitude. Le Pen semble lui-même fatigué d'un numéro qu'il ne réussit plus à renouveler. Crédité de 8 à 11 % des intentions de vote, selon les sondages, il sait qu'il ne retrouvera pas ses 15,3 % du premier tour de 1995. Il paraît même agacé par ses troupes qui croient à une victoire qu'il juge impossible malgré ses rododromes de bateleur. L'essentiel lui manquera toujours. Il n'arrivera jamais au pouvoir. Il n'en approchera jamais. Il a beau se censurer, se gommer, faire même des concessions au politiquement correct, il demeure malgré tous ses efforts un énergumène d'extrême droite. » Le 21 avril 2002, Jean-Marie Le Pen réalise le score record de 16,95 % et 4 791 750 voix (17,19 % en métropole), se plaçant juste derrière Jacques Chirac (19,71 %). Le Premier ministre sortant, Lionel Jospin plafonnant à 16,12 %, est donc éliminé à la stupéfaction générale (il a 194 558 voix de retard sur Le Pen). Les voix de Le Pen et celles de Mégret (2,35 %) réunies atteignent 19,30 %. L'abstention a été élevée avec 27,5 %, contre 21,6 % en 1995. La gauche éliminée pour la première fois depuis 1969 rassemble 32,42 % contre 37,80 %, en incluant Jean Saint-Josse, pour la droite. L'extrême gauche dépasse 10 %, avec 10,49 %. C'est la première fois qu'un candidat nationaliste accède au second tour de la principale élection française depuis la Deuxième Guerre mondiale. Un séisme politique en France, un choc pour l'Europe et le monde entier. Il obtient 233 000 voix de plus qu'en 1995, malgré la concurrence de Bruno Mégret (667 000 voix). Il arrive en tête, devant Chirac, dans neuf régions sur vingt-deux

(et dans trente-trois départements), avec 23,44 % en Alsace et 23,35 % en PACA. Il dépasse également Chirac en Languedoc-Roussillon (22,33 %), Lorraine (21,31 %), Champagne-Ardenne (21,12 %) et Picardie (20,26 %). Le Pen arrive en tête chez les 18-24 ans ; 21 % des hommes votent pour lui tout comme 30 % des ouvriers, 23 % des Français à revenus modestes, 20 % de l'électorat RPR-UDF des élections législatives de 1997 l'a choisi ainsi que 19 % des électeurs d'Edouard Balladur en 1995. 20 % des agriculteurs, 38 % des chômeurs, 15 % des étudiants, 22 % des bacheliers. Comme l'explique Jacques Julliard (*Le Nouvel observateur*, 2 mai 2002), « le clivage gauche-droite, qui était la *suma divisio* de l'ordre politique, tend à s'effacer au profit du clivage peuple-élites. Lequel débouche sur un système bloqué (parce qu') on n'a jamais cru une alternance entre milieux dirigeants et classes populaires [...] On se retrouve un peu dans la situation à la veille de la Révolution française, avec des exclus auxquels on refuse les avantages de la mobilité sociale, et une élite endogène, peu représentative, fermée sur l'extérieur, incapable de parler aux milieux populaires et de les écouter. » Jean-Marie Le Pen lance alors un appel : « N'ayez pas peur, rentrez dans l'espérance [...] N'ayez pas peur de rêver, vous les petits, les sans grade, les exclus. Ne vous laissez pas enfermer dans les vieilles divisions de la gauche et de la droite. Vous, qui avez supporté depuis vingt ans toutes les erreurs et les malversations des politiciens. Vous, les mineurs, les métallos, les ouvrières et les ouvriers de toutes ces industries ruinées par l'euromondialisme de Maastricht. Vous les agriculteurs aux retraites de misère et acculés à la ruine et à la disparition. Vous, qui êtes les premières victimes de l'insécurité, dans les banlieues, les villes et les villages [...] Je veux reconstruire la cohérence de notre grand peuple français, l'unité de la République, l'indépendance de la France, notre patrie [...] Je suis socialement à gauche, économiquement à droite et plus que jamais, nationalement de France. Mais surtout, je suis un homme libre, un patriote qui n'a qu'une ambition : la France et les Français. » *Libération* (22 avril) titre sur *Les Electeurs (qui) ont refusé un scénario écrit d'avance* : « Ce n'est pas un premier tour, c'est un cataclysme. On savait les Français joueurs, on les découvre flambeurs. Flambeurs avec la démocratie [...] La France est à l'index, montrée du doigt, la honte des démocraties. La France des Lumières, celle qui aime faire la leçon à l'Autriche et à l'Italie, se retrouvait, hier, avec une extrême droite "raciste, antisémite et xénophobe", selon un mot d'Alain Juppé, au deuxième tour de l'élection phare de la V^e République. Elle croyait en avoir fini avec elle, à la faveur de la reprise économique et de l'explosion du Front national en 1989. L'extrême droite n'a jamais été aussi forte, au point de prendre la place de la gauche en finale de la course à l'Élysée. » Alors même que la présidente du RPR Michèle Alliot-Marie et la porte-parole de la campagne Roselyne Bachelot ont annoncé, le dimanche 21 avril, qu'un débat contradictoire aurait lieu entre les deux finalistes, comme à l'accoutumé depuis 1974, Jacques Chirac, notamment sous l'influence de sa fille Claude Chirac et de son adjointe à la communication, Agathe Samson, se refuse à une rencontre télévisée avec Jean-Marie Le Pen, prenant prétexte d'arguties républicaines : « Face à la haine, on ne débat pas » (Rennes, 23 avril). « Je suis prêt à débattre avec tout le monde. J'ai débattu avec tous les représentants des grandes forces politiques de notre pays, mais dans ces circonstances, je n'ai rien de commun [...] C'est un combat moral que j'ai conduit depuis toujours. J'ai toujours refusé l'alliance avec l'extrême droite [...] Je n'ai donc pas de point commun, pas de débat, pas de compromis quelconque avec les représentants de l'extrême droite [...] Je n'ai pas peur de lui mais j'ai peur de l'extrême droite pour la France (*France 2*, 24 avril). » En réalité, le président sortant, qui a obtenu un score très médiocre, participe ouvertement à la campagne de diabolisation de Jean-Marie Le Pen, ce qui lui permet d'éviter des questions gênantes sur son bilan présidentiel plus que modeste et ses déboires judiciaires (Jean-Marie Le Pen avait averti, en riant, qu'il arriverait sur le plateau avec une paire de menottes). Comme l'avouera un conseiller pour la communication de Jacques Chirac, Laurent Glépin (*Le Monde*, 26 avril) : « La télévision ne permet pas des réponses longues et fournies sur le fond. Or, Le Pen ne se sert que de l'irrationnel, de formules, de slogans. A ce jeu-là, Chirac aurait forcément été perdant. » Jacques Chirac s'emploie également à asphyxier Jean-Marie Le Pen : afin d'empêcher que celui-ci soit invité par *M6*, Jacques Chirac préfère décliner l'invitation. Dès lors, Jacques Chirac surfe sur la vague du « combat moral (contre) l'intolérance et la haine », s'appliquant à engranger les votes venus de la gauche et de l'extrême gauche, dont nombre ne réintégreront pas leur camp traditionnel aux élections législatives de juin suivant. Jean-Marie Le Pen, faute de débat, ne peut dès lors que déclarer que « c'est le peuple qui est insulté par Jacques Chirac et par ses alliés socialo-communistes ». La presse, dans un bel élan unanime, s'interroge sur « la difficulté d'interroger Jean-Marie Le Pen », *Le Monde* (4 mai) parlant d'un « exercice délicat » en raison de ses « astuces rhétoriques ». « En face de M. Le Pen, le journaliste est piégé. Ce dernier dispose d'armes démocratiques mais M. Le Pen n'est pas démocrate, explique Anne Sinclair (même source). Il y a donc un dilemme. Ou bien il banalise M. Le Pen en le traitant comme un autre, ou bien il contribue à en faire une victime. » Le 29 avril, Jean-Pierre Elkabbach, ose toutefois le recevoir sur *Europe 1* : « Il faut se débarrasser de ses souvenirs et de ses fantasmes et le prendre tel qu'il est, il ne faut pas donner le sentiment qu'il est inaccessible ou infréquentable. Il ne faut pas le diaboliser, car on change de rôle et on le renforce. » Le 24 avril, à Bruxelles, Jean-Marie Le Pen, venu expliquer comment la France se retirera de l'Union européenne s'il était élu, reçoit un accueil extrêmement hostile de ses collègues européens, étant reçu par des huées et des panonceaux marqués « non ». Le candidat doit renoncer à sa conférence de presse, la salle ayant été envahie par des manifestants et la sécurité n'étant pas assurée. Lors des manifestations

monstres (orchestrées par l'extrême gauche, qui tente de se refaire ainsi une santé militante) qui regroupent plusieurs centaines de milliers, voire millions, de participants, on voit fleurir, durant l'entre deux tours, des slogans tournant tout autour du thème « plutôt voleur (= Chirac) que facho (= Le Pen) ». C'est « super-menteur » contre « super-facho ». L'extrême gauche et la gauche unie demandent d'aller voter Chirac « sans état d'âme » et en gants blancs pour ne pas se salir, voire d'installer des pédiluves à l'entrée des bureaux de vote. L'ensemble de la classe politique appelle à voter pour Chirac. Quelques exemples : l'ancien leader du Mouvement du 22 mars, Daniel Cohn-Bendit, lance un appel pour le président sortant, avec Bernard-Henri Lévy et l'ancien maoïste André Glucksmann (cosigné par le cinéaste Romain Goupil, ex-PCR, Olivier Rolin, ex-chef de la Nouvelle résistance populaire, etc.). La Société des gens de lettres, qui se définit comme « une société d'auteurs recrutant ses adhérents sur des bases purement professionnelles, sans exclusive d'aucune sorte », appelle à faire barrage au FN. L'équipe de France de rugby dédie sa victoire du 6 avril (!) aux « droits de l'homme » pour « affirmer haut et fort notre opposition contre l'extrême droite ». *Politis*, hebdomadaire d'extrême gauche (2 mai 2002) appelle à voter Chirac, tout comme *Le Point*, *L'Express*, *Le Nouvel observateur*, mais aussi *Rouge*. Les deux seules personnalités politiques à effectuer une véritable réflexion politique, c'est-à-dire à ne pas sombrer dans l'antifascisme réducteur (le fascisme, considéré comme le mal absolu, évite de s'interroger sur ses propres erreurs et permet de nier toute autre influence, notamment la réalité sociale, économique, financière et politique) sont Arlette Laguiller de Lutte ouvrière, qui refuse de départager Chirac et Le Pen, et l'ancien Premier ministre Lionel Jospin qui s'était refusé à donner toute consigne de vote, considérant que le risque de voir Jean-Marie Le Pen élu était infinitésimal (l'ancien Premier ministre évoque simplement « le choix difficile au second tour » et s'étonne de voir « ceux qui hésitaient à voter Jospin dimanche et qui n'hésitent pas à voter Chirac [...] La France est post-révolutionnaire. Elle n'est pas pré-fasciste. Evitons d'en faire trop dans l'antifascisme. », *Le Monde*, 25 avril). Sous la pression, il se contentera finalement d'un communiqué de quelques lignes envoyé à l'AFP le 26 avril : « Soucieux de l'avenir de la France et des fondements de notre démocratie, et bien que sans illusion sur le choix qui se présente à nos concitoyens le 5 mai, je leur demande d'exprimer par leur vote à l'élection présidentielle leur refus de l'extrême droite et du danger qu'elle représente pour notre pays et ceux qui y vivent » (sur les refus de Jospin, voir *Le Monde* du 28 avril). Le 26 avril, Le Pen avait estimé qu'un score de second tour à 30 % serait « un échec cuisant », visant « plutôt 51 % que 40 % », promettant « une grande surprise » pour le second tour, avant de rallier des estimations plus modérées. Le 26 avril, « le Menhir » avait expliqué au *Monde* que le combat se situait entre « les bons et les méchants », entre « le syndicat général des mafias, des lobbies, des politiciens et des associations économiques, culturelles de tout poil » et lui, qui n'a « qu'un seul allié, mais un allié de poids : le peuple français. Moi, je parle au nom de ceux qui ne sont pas satisfaits de l'évolution politique française, en particulier dans le domaine économique et social. » En fait, la stratégie du FN ne peut fonctionner en raison de la gigantesque campagne de désinformation pratiquée à son égard : l'objectif était de récupérer les électeurs occasionnels du FN ou tentés de le faire. En juin 1995, une étude de l'institut FCP sur le vote des banlieues (publié par *Info-Matin*) révélait que 25 % des électeurs avait voté au moins une fois pour le FN et que 61 % avaient été tentés de le faire. D'où l'appel aux « petits, les sans-grade, les exclus [...] ouvrières et ouvriers, de toutes ces industries ruinées par l'euromondialisme de Maastricht (et aux) agriculteurs aux retraites de misère ». Au second tour de l'élection présidentielle, Jean-Marie Le Pen obtient 17,79 % des suffrages, soit 5 525 907 voix et 13,42 % des inscrits, contre 25 540 874 suffrages pour Jacques Chirac. 20,20 % des électeurs se sont abstenus et les blancs ou nuls représentent 5,38 %. (Ministère de l'Intérieur, résultats définitifs, *Le Monde*, 8 mai 2002). Un résultat en dessous des 25 % minimum escomptés mais le candidat national a toutefois fait le plein des voix (mais pas en pourcentage : il gagne seulement 0,93 % par rapport au premier tour) qui se sont portés au premier tout sur son nom et celui de Bruno Mégret. Peu sensible en pourcentage, en raison du taux exceptionnel de participation, la progression du FN est plus sensible en voix, passant de 4 888 000 voix au premier tour à 5 526 000 suffrages au second tour. Par rapport au premier tour, il réalise 55 000 voix de plus que le total des voix Le Pen-Mégret du premier tour et améliore de 720 600 voix son capital personnel. Le report des voix des électeurs mégretistes est contrasté selon les régions : fort en PACA, faible en Alsace, Lorraine ou Champagne-Ardenne et Rhône-Alpes. Plus le vote mégretiste est fort, moins les reports sur Le Pen sont automatiques. Deux sondages « sortie d'urnes » (*Le Monde*, 10 mai 2002) indiquent que les évolutions ont été fortement contrastées (démontrant par là-même que le score aurait pu être très différent) : 1 440 000 des électeurs du 21 avril n'ont pas voté Le Pen au second tour, mais ce dernier a gagné 2 160 000 nouveaux votants. Faible à Paris, il réalise ses meilleurs scores dans les arrondissements résidentiels. Il ne perce pas en banlieue, hormis en Seine-et-Marne. Dans nombre de départements, il dépasse les 20 % comme dans le Vaucluse (29,64 %), le Gard (26,66 %) et les Pyrénées-Orientales (25,13 %). Le Pen progresse surtout très fortement dans les Dom-Tom. L'émergence, au premier tour, d'un vote rural lui reste acquis au second tour, hormis la Franche-Comté. En réalité, c'est la très forte mobilisation du front républicain anti-Le Pen qui a contenu en pourcentage la progression de Jean-Marie Le Pen. Pour nombre de politologues, comme Pascal Perrineau, cette élection ne règle rien mais révèle « un malaise abyssal qui reflète la désespérance populaire ». Nonna Mayer parle d'« ouvriéro-lepénisme » : « On oublie souvent qu'une grande partie des ouvriers,

aujourd'hui, travaille dans le secteur tertiaire, dans la manutention par exemple. C'est dans ce monde déstructuré, chez les jeunes sans diplôme et sans avenir, que se recrute l'électorat de Le Pen (*Le Monde*, 10 mai 2002). » Pour Stéphane Wahnich (même source), le vote Le Pen est « aussi un vote militant. L'explication idéologique d'un monde en danger rejoint les préoccupations des électeurs. Le vote Le Pen ne correspond pas à la carte de l'insécurité ou du chômage en France. C'est son vocabulaire qui magnétise une partie des mineurs, des agriculteurs ou des retraités. » Dans son message du dimanche soir, le soir de l'élection, Jean-Marie Le Pen reconnaît qu'il s'agit d'une « défaite cuisante de l'espérance française » et dénonce, avec une justesse évidente avec le recul, cette incroyable quinzaine qui vit la quasi-totalité des associations existantes, de l'équipe de France de football, en passant par celle des victimes de l'amiante et la théoriquement apolitique Académie des sciences, appeler au lynchage. Période d'hystérie collective sans équivalent dans l'histoire de France, si ce n'est, avec les morts en moins, celle de l'épuration sauvage, que même *Libération* (24 mai 2002) définit ainsi : « Quinze jours d'une intense pression politique, médiatique et culturelle qui les (les électeurs FN) ont abondamment informé de la dangerosité de leur acte ». Il s'étonne que « l'ensemble des moyens audiovisuels, de presse ou d'influence (aient été mis) au service [...] d'un grand honnête homme que tout le monde appelait Supermenteur il y a peu de temps ». Le finaliste du second tour évoque « la campagne véritablement hystérique, orchestrée par la totalité des pouvoirs en place, politiciens, financiers, médiatiques, syndicaux, tous coresponsables de la situation dramatique de notre pays, tous unis dans la défense de leurs privilèges. Le résultat du premier tour, véritable tremblement de terre, était par lui-même une grande victoire puisqu'il impliquait la défaite du Premier ministre socialiste, l'humiliation du président sortant avec moins de 20 % des suffrages, et 30 % d'abstention, l'écrasement du Parti communiste avec 3,3 %, la forte poussée du candidat du rassemblement national que n'avait pas réussi à gêner la candidature du président du MNR. Ce soir, le résultat que j'ai obtenu est formidable. Il nous place comme la première force politique française [...] Il est surtout le signal que la reconquête est en marche. Il faut dire ce soir – mais vous en avez tous été les témoins – que les conditions politiques dans lesquelles s'est déroulé le second tour étaient celles d'un pays totalitaire. Il est apparu très clairement que les représentants autoproclamés de notre République n'ont de démocrate que le masque. Rien n'a manqué en effet dans la diabolisation de ma candidature non plus que les multiples tentatives d'intimidation, présentation mensongère et caricaturale de mes propositions et de ma personne, violation cynique et constante de la règle d'égalité des temps d'antenne entre chacun des candidats et leurs soutiens, refus de mon adversaire de débattre contradictoirement avec moi pendant qu'il encourageait ou approuvait des manifestations, allant jusqu'à embrigader les enfants des écoles. J'adjure mes compatriotes de réfléchir dans le secret de leur conscience, quand toute cette agitation sera retombée : en quoi Le Pen menace-t-il la République, lui qui n'a jamais rien fait que de se présenter au suffrage de ses compatriotes ? Est-ce Jean-Marie Le Pen qui est responsable de l'insécurité, du chômage, du fiscalisme, des gaspillages, de la corruption, de l'immigration excessive et de la ruine de nos travailleurs ? Ce sont les tenants du système qui gèrent si mal la France mais qui défendent férocement leurs intérêts, même les plus immoraux, comme on vient de le voir avec éclat. Ceux qui se sont retrouvés derrière le chef de l'Etat sortant, qu'hier encore ils considéraient comme perdu de réputation. » Il ne se présente pas aux élections législatives de 2002. En mars 2004, il devait conduire la liste FN en PACA mais en fut empêché en raison du refus de l'administration fiscale de lui délivrer une attestation fiscale de domicile alors même que nul n'ignorait qu'il militait très activement dans la région depuis au moins un an et demi (sur son implantation locale, on consultera les livres hostiles, *Le Pen en Provence* de Frédéric Guilledoux, Fayard, 2004, ainsi que *Main basse sur la Provence et la Côte d'Azur ?* de Daniel Van Eeuwen et Jean Viard, L'Aube, 2004, et un ouvrage nettement plus sérieux, *Vote en Paca, les élections 2002 en Provence-Alpes- Côte-d'Azur*, sous la direction de Christophe Traïni, Karthala, 2004). Il confia donc la tête de liste à l'avocat de Carpentras, Me Guy Macary. Il a été réélu député européen au titre de la région Sud-Est, en juin 2004, ayant obtenu 12,18 % (deux sièges). Après la mise en congé de sa fille Marine Le Pen en février 2005, Bruno Gollnisch apparaît comme son dauphin. Jean-Marie Le Pen a signé *J'ai vu juste, Avertissements et analyses au service des Français* (Editions nationales, 1998, sélection d'articles et d'éditoriaux), *Lettres françaises ouvertes* (Objectif France, 1999). Sur Jean-Marie Le Pen et le Front national, voir notamment (il est sorti plus d'une centaine d'ouvrages, sans parler des DEA, maîtrises et thèses) *Le Pen, biographie*, de Gilles Bresson et Christian Lionnet (Seuil, 1994), *Le Pen, Mégret et les Juifs, l'obsession du « complot mondialiste »* d'Olivier Guland (La Découverte, 2000), *Le Front national en face* de Michel Soudais (Flammarion, 1996), *Le FN, histoire et analyses* de Jean-Yves Camus (Olivier Laurens, 1996), *Le Pen, les mots. Analyse d'un discours d'extrême droite*, dirigé par Maryse Souchard, Stéphane Wahnich, Isabelle Cuminal et Virginie Wathier (Le Monde Editions, 1997), *Le Pen, l'indomptable*, biographie illustrée signée par Franz Schönhuber (Les Presses bretonnes, 1997), *Le Symptôme le Pen : radiographie des électeurs du Front national* de Pascal Perrineau (Presses des sciences politiques, 1997), *La France blafarde, une histoire politique de l'extrême droite* de Jean-Christophe Cambadélis et Eric Osmond (Plon, 1998), *Crime contre le FN* de François Delancourt (Notre histoire, 1999, sur la scission FN-MNR), *L'Après-Le Pen* de Michael Darmon et Romain Rosso (Seuil, 1998), *Histoire secrète du FN* de Renaud Dély

(Grasset, 1999. Très bien informé), *Le Pen*, très bel album illustré sous la direction de Yann Maréchal et Nicolas Gauthier (Objectif France, 2001), *La Vengeance du peuple. Les élites, Le Pen et les Français* de Philippe Manière (Plon, 2002. Essai sociologique de qualité : « Le peuple ne vote pas malgré l'avis des clercs (mais) à cause de l'avis des clercs. Pis : plus les clercs lui diront qu'il a tort, plus il votera Le Pen [...] Le peuple vote pour se venger des élites. »), *La Face cachée de Le Pen* d'Yves Daoudal (Godefroy de Bouillon, 2002). Sur le nationalisme et le Front national en particulier, on pourra aussi consulter *Les Nationalistes en France* de Roland Gaucher (Roland Gaucher éditeur, 2 volumes, le premier a paru en 1995), *Demain le Front ?* de Dominique Jamet (Christian de Bartillat, 1995), *Petit dictionnaire pour lutter contre l'extrême droite* de Martine Aubry et Olivier Duhamel (Seuil, 1995), *Les Filières noires* de Guy Konopnicki (ouvrage condamné à diverses reprises, Denoël, 1996), *Le Front national à découvert*, sous la direction de Pascal Perrineau (Presses de Sciences-Po, 1996). *Enquête au cœur du Front national* de Géraud Durand (Grancher, 1996), *Ces Français qui votent Le Pen* de Nonna Mayer (Flammarion, 2002). On pourra lire aussi le « roman » de Mathieu Lindon, journaliste à *Libération*, *Le Procès de Jean-Marie Le Pen* (POL, 1998), condamné en justice en 1999 à la demande de Jean-Marie Le Pen. Sur l'histoire du Front national, on regardera l'album édité par les Editions nationales, *Vingt ans au Front national* (2002). Sur l'élection présidentielle de 2002, *Le Tour infernal 21 avril-5 mai 2002* d'Yves Daoudal (Godefroy de Bouillon, 2002, excellente recension de l'hystérie collective antifasciste de cette quinzaine), *Les Raisons de l'échec électoral de J.-M. Le Pen et du F.N., des solutions pour en sortir, manifeste pour le salut de la vraie droite*, sous la direction de Vincent Reynouard (VHO, 2002. L'ouvrage vaut notamment pour sa recension de l'entre-deux tours avec de nombreux documents), *Les 15 jours de Jean-Marie Le Pen* de Louis Masson (L'Aencre, 2003), *21 avril 2002, contre-enquête sur le choc Le Pen* de Patrick Cohen et Jean-Marc Salmon (Denoël, 2003) ainsi que la plupart des magazines et quotidiens (notamment *Le Monde*) des quinze jours entre les deux tours, qui ont multiplié les dossiers sur le FN. Voir aussi *On en est là*, roman de Jack-Alain Léger (Denoël, 2003), où Chirac est comparé au Père Ubu et où l'auteur, évidemment de gauche, raconte, par exemple, ainsi le soir du second tour : « Et transes, et youyous. Où ? En France, ici, ce soir. A la République ou sur *TF1*. Une Afrique fantomatique. Au cœur de ces ténèbres éclairées pour le direct, pailletées de pluie, et qui scintillent à l'écran : la nuit télévisuelle [...] Père Ubu réélu ! Mère Ubu qui salue ! [...] Et lui, le Jacques ! Ne lui manque plus que l'étui pénien du chef féticheur, la plume dans le cul et l'os dans le nez du roi élu. Elu à plus de 82%. Un score de crapule qui sans scrupule aurait truqué le scrutin, un score de tyran assez cynique pour savoir désormais se faire réélire indéfiniment, désormais à vie ! ». On pourra également consulter *Les Interactions entre les journalistes et J.-M. Le Pen* (2 volumes, L'Harmattan, 2004) de Jacques Le Bohec.